...Nouvelle-Orléans.
...78 rues de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 30 AOUT 1889.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES.

UN homme de 40 ans, blanc, veuf et de bonne conduite, habitué à faire le commerce d'épicerie, désire un emploi quelconque. Adresser J. P., Box 27, P. O. Carrollton, Jefferson Co., Miss.
27 août—1f

OUVRIERS.—Une femme pour faire la cuisine pour 3 personnes et aider au ménage. Bons gages assurés. 2501 rue Magazine, coin Octavia.
29 août—1f

A LOUER.

A LOUER.—Le 1er étage, 66 rue Chartres.
29 août—1f

A VENDRE.

UNE épicerie bien située et achalandée, ainsi que le mobilier et l'agencement avec un immeuble privé et une boutique de boucher des mêmes propriétés. Immeuble à vendre. Louis H. Favrot, 104 Passage de la Bourse.
23 août—1f

A VENDRE.—Une voiture couverte presque neuve, un cheval, un wagon et tout ce qu'il faut pour l'exploiter. Pour informations, s'adresser à Mme Wy. Frot, rue Bienville, coin Royale et Ursulines.
4 août—

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de A. H. McArthur.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 27,641.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par John R. Finch, administrateur public et administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23 août—29 30—1er sept

Succession de Frank Augenstein.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 27,844.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Agnes Lamarche, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

23 août—29 30—1er sept

Succession de Mme Mathilde Smith, veuve du Dr Armand Mercier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 19,984.—Division F.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par John Tricou, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 août—29 30—3 sept

Succession de Jacob C. Lyons.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 21,436.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par I. I. Lyons, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 août—29—3 sept.

Succession de Magdaleon Bernard.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 26,207.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par Testeur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 août—29—3 sept.

Succession de Mme H. Woerner.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 23,642.—Division F.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par F. G. Ernst, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 août—29 34 29

Succession de James Graham.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,847.—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par Thomas Graham, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 août—29 27 31

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de district pour la paroisse d'Orléans—No 27,623—Division E.—D. J. Searcy & Co vs. James Chambers, &c.—Cour de Cour.—Que la cour ordonne des pétitionnaires, la raison commerciale de D. J. Searcy & Co., composée de John A. McLean et David J. Searcy, la dite société étant dissoute, et tous les affaires dans la ville de la Nouvelle-Orléans, soit et est par les présentes acceptée par la Cour en liquidation de leurs créanciers, et qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Henry J. Rightor, notaire, LUNDI, le 16me jour de septembre 1889, à 11 heures a. m., afin de délibérer sur les affaires des dits pétitionnaires, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les pétitionnaires et les propriétés des dits pétitionnaires soient suspendues et que Hewes T. Gurley, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 5 août 1889.

(Signé) FRED. D. KING, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

9 août—3f en 9 sept

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 27,663—Division E.—Rudolph Langenauer vs. ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la requête de Rudolph Langenauer soit et est par le présent accepté par la cour pour le bénéfice de ses créanciers; et qu'une assemblée des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Octave Morel, notaire en cette ville, en son bureau, No 3 1/2 rue Carondelet, SAMEDI, 14ème jour de septembre 1889, à 11 heures A. M. pour délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, pour élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui peuvent être soumises devant eux et pendant ce temps que toutes procédures judiciaires contre la personne du même pays la propriété du dit pétitionnaire soient suspendues; et que E. J. Morel, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

La Nouvelle-Orléans, 10 août 1889.

(Signé) FRED. D. KING,

Juge de la Cour Civile du District pour la paroisse d'Orléans, Division E, siégeant à la place de l'Hon. Albert Voorhies, juge de la dite Cour, Division E, actuellement absent en congé.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

11 août—3f en 14 sept

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Josh Hanks Jr., vs. Veuve John. F. Welsh.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,474.—Un verdict dans cette affaire a été rendu, le huit février présent, Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le jugement à la vente à l'encan, publique, à la Bourse des Esclaves, No 76 rue St-Charles, entre la rue Gravier et la rue Common, par le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 août 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir :

1° Une certaine portion de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations y élevées, située dans la dite ville, dans l'Etat formé par les rues Villere, Roffignac, Dauphine et Ste Anne, et mesurant vingt-six (26) pieds sur cinquante (50) de profondeur, le tout à l'exception de la portion de terre vendue par Mme Elisabeth Bienvenu à Mme Dorothée Bienvenu, épouse de Jean Baptiste Dumont, suivant acte passé devant Pedesclaux, notaire, le 15 décembre 1845, enregistré dans l'office d'hypothèques.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

30août—30 31—5 13 19 26 31 sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le Shérif Civil d'une Propriété située en la ville de Nouvelle-Orléans, au No 426 rue Prieur.

Samuel Weil vs J. E. Nefousell.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—Ordre de vente a été rendu et émis le neuf août présent par l'honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le jugement à la vente à l'encan, publique, à la Bourse des Esclaves, No 76 rue St-Charles, entre Gravier et Common, par le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 septembre 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Une certaine portion de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations y élevées, située dans la dite ville, dans l'Etat formé par les rues Prieur, Roman, Gravier et Common, mesurant trente-quatre pieds (34) de front sur la rue Prieur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90) entre lignes parallèles.

Les conditions de vente sont comptant, excepté ce qui concerne les frais de l'expédition pardevant Antoine Dufourcq, notaire, aux frais de qui ces ventes se feront.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

9août—3f 10 17 24 31 août

AVIS DE SAISIE.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 27,663—Division E.—Rudolph Langenauer vs. ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la requête de Rudolph Langenauer soit et est par le présent accepté par la cour pour le bénéfice de ses créanciers; et qu'une assemblée des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Octave Morel, notaire en cette ville, en son bureau, No 3 1/2 rue Carondelet, SAMEDI, 14ème jour de septembre 1889, à 11 heures A. M. pour délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, pour élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui peuvent être soumises devant eux et pendant ce temps que toutes procédures judiciaires contre la personne du même pays la propriété du dit pétitionnaire soient suspendues; et que E. J. Morel, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

La Nouvelle-Orléans, 10 août 1889.

(Signé) FRED. D. KING,

Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division E, siégeant à la place de l'Hon. Albert Voorhies, juge de la dite Cour, Division E, actuellement absent en congé.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

11 août—3f en 14 sept

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Veuve Jean Bte Jr, vs. Veuve John. F. Welsh.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,474.—Un verdict dans cette affaire a été rendu, le huit février présent, Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le jugement à la vente à l'encan, publique, à la Bourse des Esclaves, No 76 rue St-Charles, entre la rue Gravier et la rue Common, par le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 août 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir :

1° Une certaine portion de terre, située dans la troisième district de cette ville, borné par les rues Prieur, Roman, Gravier et Common, mesurant trente-quatre pieds (34) de front sur les rues Villere, Roffignac, Dauphine et Ste Anne, et mesurant vingt-six (26) pieds entre lignes parallèles de front à la rue Dauphine sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90) entre lignes parallèles, ensemble avec les bâtisses et améliorations y élevées, circonstances et dépendances.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

30août—30—5 13 19 26 31 sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le Shérif Civil d'une Propriété située en la ville de Nouvelle-Orléans au No 426 rue Prieur.

Samuel Weil vs J. E. Nefousell.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—Ordre de vente a été rendu et émis le neuf août présent par l'honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le jugement à la vente à l'encan, publique, à la Bourse des Esclaves, No 76 rue St-Charles, entre Gravier et Common, par le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 septembre 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Une certaine portion de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations y élevées, située dans la dite ville, dans l'Etat formé par les rues Prieur, Roman, Gravier et Common, mesurant trente-quatre pieds (34) de front sur la rue Prieur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90) entre lignes parallèles.

Les conditions de vente sont comptant, excepté ce qui concerne les frais de l'expédition pardevant Antoine Dufourcq, notaire, aux frais de qui ces ventes se feront.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

9août—3f 10 17 24 31 août

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire décisif, et renouvelée par la nouvelle Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires auront lieu mensuellement (Juin et Décembre) et les grandes catégories à travers les mois, et un 10% tous les quinze jours. Les tirages ont lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et consécutifs de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early

COMMISSAIRES.

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 10 SEPT. 1889

GROS LOT: $300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars: Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, cash	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
20 Lots de	1,000,	20,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION:

100 Lots de	$500, cash	$50,000
100 Lots de	300,	30,000
100 Lots de	200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, cash	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900
2,134 Lots se montant à		$1,044,800

On demande des agents partout.

Pour les prix à payer par les Clubs, on peut tout remplissant avec l'un semblable avec l'adresse en question. Votre lettre devra être écrite en termes plus explicite de la Poste en vous envoi une enveloppe pour l'adresse en plein.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres Enregistrées à

Adresser :

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lac.

Adresser vos lettres enregistrées correctement de Postgrams à la

New Orleans National Bank,

New Orleans La.

L'ABEILLE

— DE LA —

Nouvelle-Orléans

JOURNAL QUOTIDIEN,

— AVEC UNE —

EDITION HEBDOMADAIRE

PARAISSANT

— LE —

SAMEDI MATIN

— ET —

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

L'Edition hebdomadaire, réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

BUREAUX ET ATELIERS,

No 72 RUE DE CHARTRES

Entre Conti et Bienville.

ABONNEMENTS.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Un mois	25

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ABEILLE,

Fondée le 1er septembre 1827 est le plus ancien journal quotidien de la Louisiane et du Sud-Ouest.

Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, au point de vue des annonces, un excellent organe de publicité.

Elle est reçue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin où on lit le français et où on s'intéresse aux affaires de notre pays.

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ABEILLE publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :

Des dépêches télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'Etranger

Un Bulletin météorologique,

Une liste des navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans,

Une liste des navires dans le port de la Nouvelle-Orléans,

Un Bulletin Financier,

Un Bulletin Commercial,

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer,

Les jours de départ des bateaux à vapeur.

BUREAUX ET ATELIERS

No 72 RUE DE CHARTRES

Entre Conti et Bienville.

CHARTE.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans. }

QUE, cet quinze cent, un 15ème jour d'avril de l'an de N. S. 1889, personnellement sont, William Coates Hart, notaire, dûment commissionné et l'Etat de la Louisiane, pour la paroisse d'Orléans et l'Etat susdit, et pour, en présence des témoins ci-après nommés, les personnes et égales ci-après nommées, lesquelles ont déclaré dans cette présence, les articles de société et association qu'elles ont arrêtés et convenus entre elles, et qu'elles désirent comme leur charte, savoir :

ARTICLE I.

Le nom de cette corporation sera : "THE LOUISIANA AMERICAN SEED REFINING COMPANY, LIMITED". Le dite corporation aura le pouvoir de se perpétuer pendant le terme de quatre-vingt-dix (90) années à partir de la date de sa création, et aura et exercera toutes les autres matières qui pourront être nécessaires ou convenir aux objets et opérations indiquées également ci-après, et qu'elles adoptent comme leur charte, savoir :

ARTICLE II.

L'objet et le but de cette corporation sont l'industrie, par voie d'achat ou de vente, d'un bien ou propriété de toute description, et le commerce en général, et spécialement le commerce de graines, et pour cet objet et but la dite corporation aura et exercera tous les pouvoirs et privilèges, pour la conduite et la poursuite de ses affaires, et pour la promotion de ses objets et intérêts, mentionnés à l'article ci-dessus, qui sont accordés ou peuvent être accordés à une corporation, pour la conduite de ses affaires, et pour la promotion de ses objets et intérêts, par la loi générale de l'Etat de la Louisiane, et par tous actes passés par la Législature de cet Etat, qui sont amendatoires ou supplémentaires à la dite loi générale, ou qui peuvent être passés à l'avenir, et qui sont applicables à cette corporation, et qui sont nécessaires ou convenables pour la conduite de ses affaires, et pour la promotion de ses objets et intérêts, ou dans le cas où il serait nécessaire ou convenable pour la conduite de ses affaires, et pour la promotion de ses objets et intérêts, de changer ou modifier la présente charte, pour la faire accorder avec les dispositions de toute loi ou actes passés par la Législature, ou par tout Corps législatif qui pourra être établi à l'avenir, pour la conduite et la poursuite des affaires et des objets et intérêts de la corporation, ou pour tout autre objet, la présente charte sera considérée comme modifiée et changée en conséquence, mais pas autrement.

ARTICLE III.

Le domicile de la dite corporation sera établi dans la ville de la Nouvelle-Orléans, dans de la paroisse d'Orléans, dans l'Etat susdit, et les opérations légales seront subséquentes en seront faites dans cette ville, ou dans le cas où il serait nécessaire ou convenable pour la conduite de ses affaires, ou pour la promotion de ses objets et intérêts, en dans tout autre endroit ou endroits dans l'Etat de la Louisiane, ou en connexion ou en association avec celles des personnes ci-dessous nommées et les noms des leurs associés.

Ont signé :

J. Hamilton,	J. Hans Deller,
C. H. Miller,	E. F. Del Bondio,
Chas. F. Buck,	Geo Jurgens,
Charles Hermann,	E. H. Rightor,
A. G. Richa,	E. H. Richard,
Fred Peters,	E. J. Michel,
J. G. Frantz,	H. Vandenbark,
Th. J. A. Doerr,	E. J. Dreyfous,
Louis Dreyfous,	Jules Jaubert,
Louis Grunewald,	F. W. Breuer,
Chas H. Gabriel,	Luigi Dell'Orto,
Thomas A. Cagle,	Albert Heine,
Jacob Schaaf, per Frank Augustin Jr., Esq'r	L. J. Pyron,
Henry Blau,	

Louisiana Sanitary Society of the Sixth District

Albert E. Irving, C. H. Bonaglia, Jr.,
W. O. HART, Notaire public.

Le soussigné, secrétaire des hypothèques en et pour la paroisse d'Orléans, dûment commissionné, certifie ici que l'acte d'association ci-dessus, de "North American Sanitary and Disinfecting Company, Limited", a été enregistré dans le livre No 1, folio 223, des Archives de Nouvelle-Orléans, à mon bureau.

GEORGE GUINAULT,
Archiviste des hypothèques.

Je, soussigné, notaire, certifie ici que ce qui précède est une copie de l'acte de l'Incorporation de la "North American Sanitary and Disinfecting Company, Limited", enregistré dans mon office, et que j'en ai fait la présente copie.

En foi de quoi j'ai signé ma signature et mon nom officiel, ce 6 mai 1889.

W. O. HART,
Notaire.

Pour—6f en 20 j

ETAT DE SITUATION HEBDOMADAIRE DE LA

Banque Nationale de la Louisiane

DE LA NOUVELLE-ORLEANS,

A la clôture des affaires, le 24 décembre 1888.

ACTIF.

Prêts et escomptes	$3,697,079 62
Billets de banque, valeurs en	50,000 00
Billets de la Trésorerie des Etats-Unis	2,000 00
Billets à prime, autres que ceux	244,223 21
Billets de banque et monnaie, pour	12,225 00
Numéraire, dus	138,466 71
Espèces	22,222 00
Espèces	115,000 00
Espèces	1,442,844 00
Espèces	1,000 00
Espèces pour le	448,845 15
	1,712,889 15
Total	$6,304,830 15

PASSIF.

Capital actions	$500,000 00
Fonds de surplus	150,000 00
	650,000 00
Profits nets non divisés déduits	57,612 00
Dividendes à payer	2,400 00
Billets à payer	3,491,222 15
Dépôts dans une réserve de	2,000 00
Dépôts	222 00
	3,493,222 15
	$4,204,830 15

A ma connaissance, je certifie que l'état ci-dessus de CHAS FOUR CENT, président de la Banque susdite, est juste et correct.

Sous-scrit et juré devant moi, ce 24 décembre 1888.

[SEAL] F. M. WALLSTEIN, Président.
CHAS. FOUR CENT,
EMILE LAMBE, Cashier.

LE FRANCO-LOUISIANAIS,

JOURNAL HEBDOMADAIRE

PARAISSANT LE SAMEDI.

Abonnements : $5 00 par an.

BUREAUX PRINCIPAUX : LE CLUB DE LA RUE CHARTRES, 103 rue de Chartres, Nouvelle-Orléans, La.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Veuve de Gruchy, défenderesse, compagnie d'assurance, intimée, etc.

A. Ba. Lévendahl de Co vs Issuy opposé séance.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 26,151.—Un verdict dans l'affaire ci-dessus a été rendu le 23 août, 1889, à midi, à la Bourse des Esclaves, No 76 rue St-Charles, entre Gravier et Common, par le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 septembre 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

1° Le jugement contre Mme Anna A. Bruneau de Mme Chas. H. Olivier, Chas. W. Drown, syndic, etc., donné en faveur de Mme Bruneau, le 23 février 1889, par la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

2° Aussi, un lot de compteurs ouverts, réalisateurs, bilans, Comptoirs, à vous liste ensemble.

Comptoirs—Comptoirs sur les lieux.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

Pour—6f en 20 j

ANNONCE JUDICIAIRE.

The Orleans Bank of Louisiana vs Mme Thérèse Bernard et al.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,057.—Un verdict dans cette affaire a été rendu par l'honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le jugement à la vente à l'encan, publique, à la Bourse des Esclaves, No 76 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'Allée Common, par le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 septembre 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la dite ville, portant le No 1 de la subdivision du terrain appartenant à la succession de Jacques Bernard, et borné par les rues Prytania, Clara et Wilkes, désigné par les Nos 5, 6, 7, 9 et 10 sur un certain plan dressé par Louis H. Pilié, arpenteur, daté le 25 février 1871, lequel est copié aux annexes à un acte de vente de la succession de Pierre H. Cousinard à Jacques Bernard, passé devant Pedesclaux, notaire, le 27 février 1871, et enregistré dans le bureau de l'archiviste des hypothèques de cette ville, le 3 mars 1871, lequel acte contient les mêmes noms et numéros que ceux mentionnés dans le présent avis, 32 pieds 6 pouces de front sur 127 pieds de profondeur entre lignes parallèles, plus ou moins, et 4 lignes de profondeur sur 127 pieds 6 pouces et 4 lignes de profondeur sur la rue Wilkes.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

19août—3f 31—5 9 14 sept

Compagnie d'assurances mutuelles DES MARCHANDS De la Nouvelle-Orléans.

No 106 rue du Conseil.

TRENTE-CINQUIÈME ETAT DE SITUATION ANNUELLE.

La compagnie publie l'exposé suivant, constatant l'état de ses affaires :

Primes nettes perçues pour l'année expirée le 31 août 1889, y compris les primes non expirées au 31 août 1888 ..... $1,156,222 75

Sur lesquelles il a été remboursé 3,047 00

Sur lesquelles il a été versé 6,022 00

Total des retours $1,147 45

Montant net 40,000

Primes nettes acquises pour l'année expirée le 31 août 1889 ..... $1,116,221 45

Primes nettes non acquises 697,119 14

La Compagnie possède :

Obligations des Etats-Unis $261,000 00

Obligations de la Louisiane 50,440 00

Obligations de la Nouvelle-Orléans 77,543 62

Obligations de la Nouvelle-Orléans 51,000 00

Obligations de la Nouvelle-Orléans 12,150 00

Obligations de la Nouvelle-Orléans 20,307 50

Obligations de la Nouvelle-Orléans 4,000 00

Obligations de la Nouvelle-Orléans 10,000 00

Espèces en banque $1,000,742 12

Espèces en caisse 1,000 00

Primes en cours de recouvrement 1,001,742 12

Intérêts courus 1,000 00

Total $1,000,000 00

Le tout, sauf les réclamations contre la Compagnie.

Les actionnaires ont droit à un dividende de 100 pour cent, payable à partir de ce jour